

**EDITION
2007**

Cahier détachable :

le Top 100
des entreprises
coopératives

Les entreprises coopératives en France



60 ans
DE LA LOI
SUR LES
COOPÉRATIVES

Avec le soutien de



Délégation Interministérielle
à l'Innovation,
à l'Expérimentation Sociale
et à l'Économie Sociale

Les coopératives : des entreprises de proximité aux vastes territoires

Les 21 000 entreprises coopératives font partie pleinement du paysage socio-économique français. Parce qu'elles sont actrices du quotidien de dizaines de milliers de citoyens, de consommateurs, de salariés, d'entrepreneurs, de marins et d'agriculteurs, elles jouent un rôle singulier dans la production de richesses et leur répartition. Entreprises de proximité, elles ont favorisé et accompagné le développement des coopérateurs. Depuis près d'un siècle pour certaines et plus de cinquante ans pour de nombreuses, elles contribuent à la croissance économique de la France. Si elles ont su trouver de nouveaux territoires – tant géographiques que sectoriels –, elles ont gardé leurs racines et leurs pratiques.

La dynamique globale du mouvement coopératif reste cependant mal appréhendée. Si l'on connaît bien sûr les plus importantes entreprises coopératives, leurs enseignes et marques notamment dans la banque, le commerce de détail et l'agriculture, on connaît mal le poids économique majeur du mouvement coopératif. Inspiré de l'exercice réalisé au niveau international avec le Global 300¹, classement des 300 plus grandes coopératives dans le monde, ce classement présente les 100 premières entreprises coopératives françaises sur la base de leur chiffre d'affaires consolidé. D'autres critères auraient pu être retenus comme le nombre de coopérateurs, de salariés ou encore les parts de marché, qui viendront certainement s'ajouter dans le futur. Des réflexions sont en cours en ce sens entre les partenaires du projet Global 300 au sein de l'Alliance coopérative internationale.

L'efficacité des entreprises coopératives ne se limite pas au chiffre d'affaires : la coopération d'entreprises permet à plus d'un demi million de PME et d'artisans de rester indépendants et de favoriser leur développement, les coopératives de commerçants en créant des marques et des enseignes concourent au dynamisme de nos villes. Le maillage des coopératives de consommateurs est un facteur important de cohésion, la reprise d'entreprise par leurs salariés sous forme de Scop permet l'ancrage sur les territoires de l'emploi et des investissements. Le produit net bancaire (PNB) des banques coopératives ne traduit pas leur soutien important aux très petites, petites et moyennes entreprises, leur engagement en faveur du microcrédit et de la finance solidaire.

Un classement sur la base du chiffre d'affaires ne reflète pas non plus la diversité du Mouvement coopératif en France qui est présent dans la quasi totalité des secteurs économiques. Cette diversité est illustrée par les différentes fiches et présentations des secteurs coopératifs qui montrent la variété et le dynamisme des entreprises coopératives.

Jean-Claude DETILLEUX
Président du Groupement national
de la coopération



1. L'Alliance coopérative internationale (ACI) a publié en 2006 la première édition du Global 300 qui répertorie les 300 plus grandes coopératives dans le monde sur la base de leur chiffre d'affaires. Le classement 2007 est disponible sur le site www.global300.coop

Le mouvement coopératif en France en quelques chiffres

▶ **21 000 entreprises, plus de 900 000 emplois, plusieurs dizaines de millions de sociétaires**

Le périmètre du mouvement coopératif regroupe une réalité entrepreneuriale bien plus vaste par le nombre d'entreprises associées dans les coopératives d'entreprises.

Plus de 530 000 entreprises sociétaires des coopératives d'entreprises

	Nombre d'entreprises sociétaires
Coopération de transporteurs	1 007
Coopération maritime	2 000
Commerce associé	28 100
Coopération artisanale	55 000
Coopération agricole	450 000
Total	536 107

Source : Rapport du CSC 2007

▶ **Les coopératives, créatrices d'emploi**

Un poids régional important

Dans certaines régions, les entreprises coopératives sont les principaux employeurs privés :

- **Coop Atlantique**, premier employeur de la région Poitou-Charentes avec 4 374 salariés,
- **Coop Alsace**, avec plus de 4 000 collaborateurs, est le premier employeur d'Alsace.

(Source : FNCC)

BANQUES COOPÉRATIVES : 18 900 RECRUTEMENTS EN 2006

Selon *Les Echos* du 5 février 2007, les banques coopératives (filiales comprises pour certaines) auront procédé en 2006 à 18 900 recrutements pour le développement de leurs activités dans le monde, dont 15 750 en France. Pour l'année 2007, l'ensemble des banques coopératives prévoit entre 20 200 et 20 500 nouvelles embauches dont 16 350 à 16 650 en France.

Périmètres retenus : Banques populaires (hors Natixis en 2006 et Natixis en 2007), Caisse d'Épargne (hors Ixis en 2006 et Natixis en 2007), Crédit Agricole SA, Crédit Mutuel (hors CIC).

DES EFFECTIFS EN AUGMENTATION

Entre 1996 et 2006, les Scop ont créé 7 000 emplois.

En 2006, l'effectif salarié des centrales d'achats des groupements de commerçants détaillants a

augmenté de 7 % par rapport à l'année précédente, et représente 28 600 salariés. Sur la même période, les points de vente ont confirmé leur capacité à créer de l'emploi en région avec une croissance de l'emploi de 2 %, pour atteindre 363 040 salariés.

▶ **Les Scop, premier réseau d'entreprises participatives en France**

Alors que seules 1 % des PME françaises de moins de 50 salariés (source Conseil de la Participation) ont signé un accord de participation, 98 % des Scop l'ont fait et celles qui ne l'ont pas fait sont celles qui sont encore trop jeunes pour l'avoir mis en place. Chaque année, les Scop reversent plus de 45 % de leur résultat aux salariés sous forme de participation aux bénéfices et d'intéressement. Statutairement fondées sur le principe de maîtrise de l'entreprise par les salariés et de démocratie d'entreprise, les Scop sont les seules entreprises en France qui associent 83 % des salariés de leur entreprise au capital après 2 ans de présence.

▶ **60 % de l'activité banque de détail en France réalisés par les groupes coopératifs bancaires**

Parts de marché des banques coopératives (hors filiales)

	31/12/2005	31/12/2006
Collecte des dépôts à vue en toutes monnaies	30,90%	31,30%
Crédits distribués aux agents résidents	36,30%	36,50%

Source : statistiques monétaires 31/12/2006, rapport CSC 2007

▶ **Une présence forte dans le commerce de détail**

Part de marché du commerce associé dans le commerce de détail (2006)



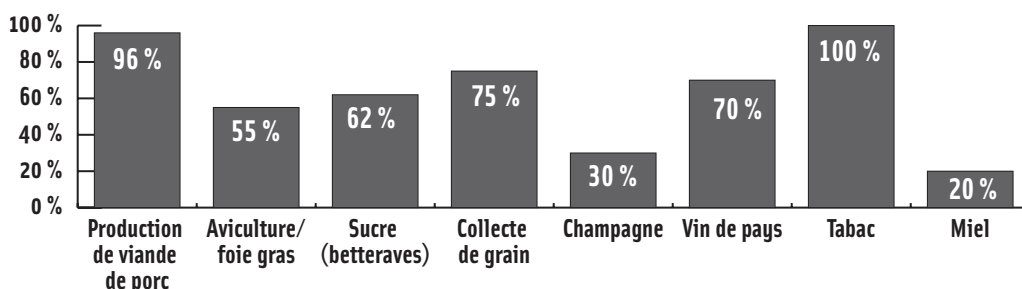
Source : FCA

Nombre de points de vente Commerce associé : 36 200

▶ **7 agriculteurs / 10 membres au moins d'une coopérative agricole**

Part de marché des coopératives agricoles

Source : Coop de France, www.cooperation-agricole.coop



COOPERATIVES D'ENTREPRISES

Coopératives agricoles

UN POIDS ÉCONOMIQUE IMPORTANT

Les coopératives agricoles représentent un poids économique déterminant dans le paysage agricole et alimentaire :

- leur chiffre d'affaires global est évalué à près de 78 milliards d'euros (en incluant les filiales)²,
- 3 200 entreprises industrielles et commerciales (coopératives, unions et Sica) et 12 700 Cuma³, plus de 1 500 filiales de droit commun, au moins 150 000 salariés permanents,

75 % des agriculteurs sont membres au moins d'une coopérative.

DES ENTREPRISES COMPÉTITIVES DE TAILLE HÉTÉROGÈNE EN PLEINE ÉVOLUTION

De nombreux exemples illustrent des réussites d'entreprises coopératives de taille moyenne qui sont bien positionnées sur leurs marchés. Néanmoins, aujourd'hui, les 3/4 du chiffre d'affaires (y compris filiales) de la coopération agricole sont réalisés par 10 % des entreprises.

DES ENTREPRISES PRÉSENTES DANS DE NOMBREUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

En importance, le premier secteur d'activité est celui des céréales / nutrition animale avec 36 % du chiffre d'affaires des coopératives agricoles, suivi de la viande (21 %) et des produits laitiers (18 %). En nombre d'entreprises, le secteur du vin arrive en première position avec une part de 38 %, rassemblant plus de 800 caves et unions. Ce secteur est caractérisé par quelques importantes entreprises coopératives et une multitude de petites caves.

LA RECHERCHE DE VALEUR AJOUTÉE ET LE DÉVELOPPEMENT DES MARQUES

À l'origine, essentiellement spécialisées dans l'approvisionnement, la collecte et la commercialisation de produits agricoles, les coopératives se sont rapidement développées vers l'aval de la filière, c'est-à-dire la transformation. Aujourd'hui, près de 45 % des coopératives ont à titre principal une activité industrielle, le plus souvent filialisée.

Parallèlement au développement de leurs outils industriels, les coopératives développent des marques de renommée nationale et internationale auxquelles elles consacrent des investissements importants.

Principaux groupes et marques coopératifs

Entreprises	Coordonnées	Activités principales	Marques principales	CA consolidé 2004/2005 (M€)
Terrena	44150 Ancenis	Polyvalente	Gastronome, Paysan Breton, Soviba, Val d'Ancenis	3 100
In Vivo	75782 Paris	Céréales, approvisionnement	Gamm Vert, Semences de France	2 920
Sodiaal	75014 Paris	Lait	Yoplait, Candia, Riches Monts, Nactalia	2 666
Socopa	75755 Paris	Viande	Hit Burger, Val Tendre, Valtero	1 910
Tereos	02390 Origny	Sucre	Beghin Say, L'Antillaise, La Perruche, Origny	1 757
Unicopa	29210 Morlaix	Polyvalente	Cuisine et Vrai, Brocéliande, Rippoz	1 483
Agrial	14050 Caen	Polyvalente	Florette, Manon, Priméale, Prim'Co	1 457
Coopagri Bretagne	29206 Landerneau	Polyvalente	Paysan Breton, Prince de Bretagne, Régilait, Ronsard	1 416
Cecab	56004 Vannes	Conserves	D'Aucy	1 359
Limagrain	63720 Ennezat	Bio-santé, meunerie, semences	Limagrain, Vilmorin, Clause, Pain Jacquet	1 074
Champagne Céréales	51059 Reims	Céréales, approvisionnement, meunerie, malt	Banette, Francine	1 052
Epis-Centre	18028 Bourges	Céréales, approvisionnement, meunerie, malt		1 000
Cristal union	45490 Corbeilles en Gâtinais	Sucre	Daddy	958
Cooperl Hunaudage	22403 Lamballe	Viande	Calidel	940
Groupe Even	29260 Ploudaniel	Lait	Even, Paysan Breton, Mamie Nova, Kerguelen	887
Alliance Agro Alimentaire	31016 Toulouse	Lait	Cantorel Capitoul, Pilpa	862
Alliance	80470 Ailly s/Somme	Viande		861
Euralis	64230 Lescaur	Polyvalente	Semences Rustica, Montfort-Grimaud, Rougié - Bizac	831

2. Le chiffre d'affaires des entreprises coopératives au sens strict (i.e. hors filiales) s'élève à 46 milliards d'euros (source : www.cooperation-agricole.coop).

3. Les 12 700 Cuma (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) regroupant 240 000 adhérents et employant plus de 3 000 salariés (équivalents temps pleins) interviennent dans tous les secteurs de la mécanisation des exploitations et dans le drainage.

COOPÉRATIVES D'ENTREPRISES

Coopératives d'artisans

On distingue trois grands types de groupements d'artisans correspondant aux fonctions spécifiques pour lesquelles les petites entreprises sont amenées à se regrouper :

■ Les groupements d'achats :

Ils permettent de grouper les achats des entreprises d'un même secteur professionnel afin d'obtenir par l'effet de taille une meilleure qualité d'approvisionnement. Le groupement d'achat peut prendre diverses formes plus ou moins structurées ; se constituer au niveau d'un simple référencement commun ou aller jusqu'à la fonction de stockiste traitant directement avec le fabriquant.

■ Les groupements de commercialisation :

Ils consistent pour les entreprises membres à rationaliser leurs circuits de distribution, à gérer en commun un espace, à se partager un service commercial commun autour d'une image de marque collective créée à cet effet. Par la mise en commun de leurs capacités de production les petites entreprises peuvent se positionner sur des marchés de grande dimension avec les entreprises concurrentes, de taille plus importante ou de répondre à la demande du consommateur d'un service complet pouvant nécessiter l'association de plusieurs métiers ou encore en leur offrant la possibilité de participer à des démarches commerciales communes, d'accompagner les entreprises sociétaires dans leur démarche qualité...

■ Les groupements de services :

Ils mettent à la disposition des entreprises associées des moyens techniques que ces dernières ne pourraient elles-mêmes acquérir : équipements de technologies nouvelles ou de mise en conformité aux règles d'hygiène et de sécurité, ou encore de services d'études ou administratifs ; dès lors que leur rentabilité ne peut être assurée au sein d'une petite entreprise isolément.

Cette fonction « services » peut constituer la fonction principale de la coopérative ou une fonction secondaire associée à la fonction « achats » ou la fonction « commercialisation ».

LES CHIFFRES CLÉS DE LA COOPÉRATION ARTISANALE EN 2006

- 329 coopératives et groupements
- 0,8 milliard d'euros de CA
- 2 600 salariés des coopératives et groupements
- 55 000 entreprises sociétaires

Dynamique dans les métiers du bâtiment, de la construction, de la coiffure et des mécaniciens ruraux, présente dans le taxi, la boucherie et la boulangerie, la coopération artisanale s'ouvre à de nouveaux métiers, à de nouveaux secteurs et notamment les services à la personne.

CHIFFRES D'AFFAIRES DES PRINCIPAUX GROUPEMENTS COOPÉRATIFS ET DE LEURS ADHÉRENTS DANS LES SECTEURS DU BÂTIMENT, DES MÉCANICIENS RURAUX ET DE LA COIFFURE

Avec un chiffre d'affaires cumulé de 460 millions d'euros, les 40 coopératives du bâtiment adhérentes d'Orcab (Organisation des coopératives d'achats pour les artisans du bâtiment, www.orcab.com) permettent à des milliers d'artisans d'accéder à une distribution exclusive de produits et à un référencement commun organisé et suivi régulièrement.

Présentation des 5 plus grandes coopératives adhérentes Orcab

Orcab	Chiffre d'affaires (2006, euros)
Vendée Sani Therm (VST, www.vst.fr)	72 000 000
COVAP	41 000 000
Union des artisans du bois (UAB, www.uab.fr)	40 000 000
PLS (www.pls44.com)	30 000 000
Groupement des métiers du bois (GMB, www.gmb49.com)	29 000 000

6 Sociétés coopératives d'artisans ruraux réunies au sein de Scar Union permettent à 500 mécaniciens agricoles de préserver leur activité de service à l'agriculture. Elles réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 93 500 000 millions d'euros.

Présentation des principales coopératives adhérentes de la SCAR Union (30/09/2007)

SCAR	CA (euros)	Salariés	Adhérents
SUD EST	12 100 000	6	40
Basse Normandie	15 100 000	6	50
CNE	15 100 000	7	100
OUEST ARMOR	22 200 000	11	80
SUD OUEST	25 200 000	11	80
CENTRE OUEST	29 000 000	13	100
TOTAUX	118 700 000	54	450
variation 2006/2007	11%		

Plus de la moitié des artisans coiffeurs français – 30 000 – sont servis par 5 coopératives d'achat qui les accompagnent dans leur action commerciale et garantissent leur indépendance face au développement des franchises en réalisant ensemble près de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires (hors filiale).

Présentation des deux principales coopératives de coiffeurs (2006)

	CA (euros)	Salariés	Adhérents
Centrale des Artisans Coiffeurs - C.A.C (www.cac.coop)	27 000 000	104	11 500
FILIALES	11 000 000		
Société Coopérative des Maîtres Artisans Coiffeurs - COOPERE	20 800 000	101	12 000
TOTAUX	58 800 000	205	23500

Sources et pour en savoir plus :
www.ffcga.coop, www.orcab.com,

COOPÉRATIVES D'ENTREPRISES

Coopératives d'entreprises de transport

Les coopératives de transporteurs sont passées d'une quarantaine au début des années 1980 à une centaine aujourd'hui. Avec les autres formes de groupements, elles rassemblent un millier d'entreprises. Si 2 à 3 % des artisans transporteurs adhèrent à des coopératives, les groupements de PME rassemblent autour de 10 % des entrepreneurs et se posent en alternative à une organisation oligopolistique voire une cartellisation en forte progression.

Les coopératives d'entreprises de transport constituent un regroupement horizontal de PME/TPE.

Le groupement permet de mutualiser les achats des transporteurs afin d'obtenir de meilleures conditions de la part des fournisseurs. L'apport central de la coopérative d'entreprises de transport est la vente en commun de la prestation de services, une prestation que la coopérative va permettre d'enrichir.

Pour les TPE du transport, trop souvent réduites au rôle de sous-traitants, la coopérative d'entreprise permet l'accès direct au client de transport.

Pour les PME, l'apport de la coopérative en termes de commercialisation a une autre dimension puisque celles-ci ont déjà une clientèle propre autour de leur implantation. Ce que leur apporte le groupement, c'est « l'effet réseau ». La clé de la rentabilité d'une PME est d'équilibrer ses flux de transport grâce à des clients et des partenaires stables, ceci sans brader leur prestation. Les bourses de fret informatisées rendent bien des services mais cela ne permet pas d'atteindre la rentabilité. Les groupements coopératifs de PME permettent une démarche commerciale visant à l'équilibre des flux de transport, un échange privatif de fret donne en outre la primeur des demandes de transport aux membres, avant que celles-ci ne soient basculées sur le marché.

Le groupement est aussi l'instrument de l'enrichissement de la prestation des transporteurs : vers la logistique, la préparation de commande évidemment, mais aussi la transformation de matériaux etc.

LES COOPÉRATIVES DE TRANSPORTEURS EN CHIFFRES :

- 100 coopératives
- 8 000 salariés
- 1 007 entreprises sociétaires

Données concernant les principales coopératives d'origine artisanale

	Date de création	Nombre d'entreprises sociétaires (2004)	CA facturé pour l'activité groupement HT (2005)	Nombre de véhicules (moteurs, 2004)
ATR	1983	35	37 000 000 ^a	200
Ablo (www.ablo.fr)	1969	11	22 000 000	152
SCAT	1985	82	14 000 000	300
Loire Transbennes	1974	30	9 800 000	80
CTLC Nord	1985	9	5 490 000	30
Lyon Bennes	1979	15	3 630 000	50

a. 2006

Données concernant les groupements de PME sous forme coopérative ou adhérents

	Date de création	Nombre d'entreprises sociétaires (2004)	CA de la tête de réseau HT (2004, euros)	CA cumulé adhérents (2004, euros)
Demeco ^a	1972	70	9 700 000	
Astre	1992	110		1 000 000 000
France Benne	1995	59	4 600 000	280 000 000

a. Demeco est une SAS, non coopérative, avec un réseau d'indépendants, adhérente à Unicooptrans (fédération des coopératives et groupements d'entreprises de transport)

Pour en savoir plus : www.unicooptrans.fr

Sources : Unicooptrans et Modèles de développement des coopératives et groupements de transporteurs à l'heure de la gestion collaborative, quelle coopération au sein de la prestation transport et logistique ? Etude réalisée dans le cadre de l'appel à projet 2004 de la Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale par Claire JAFFLIN (LET) et Michel AUVOLAT (GATE)

COOPERATIVES D'ENTREPRISES

Coopératives de commerçants détaillants

Le Commerce Associé est une des formes d'organisation de réseaux de points de vente (magasins, agences, hôtels...) qui constitue le Commerce Indépendant Organisé.

Le Commerce Associé est composé de groupements d'entrepreneurs indépendants qui sont en général organisés autour d'une Société Anonyme Coopérative de commerçants.

Ces groupements appartiennent et sont dirigés par des coopérateurs qui sont aussi ceux qui exploitent les points de vente : les entrepreneurs indépendants. Associés au capital de leur groupement, ils participent pleinement aux décisions et poursuivent le même objectif : mutualiser

leurs moyens et de leurs savoir-faire afin d'accroître leurs performances, leur compétitivité et d'assurer ainsi leur pérennité. Ils développent des politiques et des moyens communs : centrale d'achat et moyens logistiques, concept de vente et enseigne, gammes et marques propres, opérations commerciales, campagnes de publicité nationales et locales, école de formation, carte de fidélité, moyens informatiques, outils financiers.

Au 1^{er} janvier 2007, le Commerce Associé représentait :

- 106,517 milliards € de CA ttc
- 25,7 % du commerce de détail français
- 65 groupements de commerçants soit plus de 110 enseignes nationales
- 36 200 points de vente appartenant à 28 100 entrepreneurs associés
- 415 900 employés dans les centrales et les magasins

Top 15 des groupements coopératifs de commerçants détaillants 2006

SECTEUR	GROUPEMENT	ENSEIGNE PRINCIPALE	CA RÉSEAU TTC EUROS	CA COOP. HT EUROS (K€)	NB PDV*	NB ADH**	EMPLOIS CENTRALE	EMPLOIS PDV**
Alimentaire	ACDLEC - E.Leclerc	E.Leclerc	30 536 000 000	21 375 000	604	509	4 300	90 000
Alimentaire	SYSTÈME U	Super U	15 600 000 000	9 900 000	863	800	6 000	52 000
Pharmacie	CERP ROUEN	-----	3 120 000 000	3 315 000	5 300	5 300	1 773	26 500
Pharmacie	CERP LORRAINE	-----	2 220 000 000	750 000	3 700	3 700	1 390	19 000
Voyages	SELECTOUR VOYAGES	Selectour	1 360 000 000	480 000	540	240	41	1 550
Sports	INTERSPORT	Intersport	1 046 808 000	474 806	534	478	310	5 000
Equipement de la maison	PROMAFRANCE	Bigmat	1 122 000 000	450 000	324	118	36	2 850
Equipement de la maison	GEDEX	Gedimat	1 850 000 000	435 000	400	200	49	5 900
Optique	GUILDE DES LUNETIERS	Krys	712 623 839	276 973	1 145	844	442	4 494
Equipement de la maison	DOMAXEL	Weldom	995 302 000	273 978	396	315	412	7 000
Optique	GADOL	Optic 2000	1 000 000 000	254 000	1 600	1 106	657	4 000
Equipement de la maison	EURONICS France	Gitem	550 000 000	218 925	500	480	220	3 000
Sports	SPORT 2000	Sport 2000	550 000 000	187 290	518	345	77	2 313
Equipement professionnel	GIF	Gif	181 267 930	165 425	82	75	14	1 300
Fournitures	SACFOM	Buro +	550 000 000	143 206	268	168	123	2 500

* points de vente

** adhérents

Source FCA et pour en savoir plus :
www.commerce-associe.fr

COOPERATIVES D'ENTREPRISES

Coopératives maritimes

Les sociétés coopératives maritimes ont pour objet la réalisation de toute opération susceptible de permettre le maintien ou de favoriser le développement de la pêche maritime et la fourniture de services répondant aux besoins professionnels individuels ou collectifs de leurs associés.

Exerçant son travail en mer, le marin pêcheur a besoin de services à terre pour soutenir son entreprise. C'est donc autour du bateau que s'organisent les services de la coopération maritime. Le sociétaire, grâce au mouvement coopératif, peut disposer d'un outil financier pour l'acquisition de son navire, de mutuelles d'assurances pour garantir son avenir, de coopératives pour l'avitaillement et la gestion du bateau et pour la commercialisation de la pêche.

Les coopératives d'avitaillement vendent du matériel de pêche et du gasoil.

Source : rapport 2007 CSC,
CMCM

Données économiques année 2006 :

- 158 coopératives employant 1 200 salariés
- 2 000 entreprises de pêche associées employant 8 000 personnes

Présentation des 10 plus grandes coopératives d'avitaillement

	CA TOTAL (COOP + filiales), (2005, euros)
PAYS BIGOUDEN	17 441 325
AURAY- LORIENT - ETEL	15 598 684
LE GUILVINEC	12 648 603
ETAPLES	12 277 649
SAINT-MALO	11 748 824
ARCACHON	9 644 576
SABLES D'OLONNE	8 497 735
SAINT-GILLES	7 635 100
ROSCOFF	7 592 646
LA TURBALLE	7 403 708

COOPERATIVES D'USAGERS

Coopératives de consommateurs

Parmi les adhérents de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC), les quatre principales Coop de distribution alimentaire – Coop Alsace, Coop Atlantique, Les Coopérateurs de Champagne et les Coopérateurs de Normandie Picardie – sont les piliers historiques du réseau.

Elles regroupent aujourd'hui près de 1 000 magasins, auxquels s'ajoutent les entrepôts, les plateformes logistiques, les laboratoires (charcuterie, boucherie, boulangerie).

Le réseau des coopératives ne se limite pas aux seules sociétés de distribution alimentaire.

Il comprend bien d'autres structures dans des domaines aussi différents que, par exemple, la vente par correspondance, la boulangerie et la panification, les postes et télécommunications et des coopératives d'achat, d'édition, de restauration, etc.



Données économiques relatives aux 4 principales coopératives

	CA 2005 TTC	Total effectifs salariés	Surface totale des magasins
Coop Alsace	772 277 000	4 071	120 583 m ²
Coop Atlantique	1 190 000 000	4 374	146 600 m ²
Coopérateurs de Champagne	112 168 000	430	26 245 m ²
Coopérateurs de Normandie Picardie	849 755 000	3 584	159 152 m ²
Totaux	2 924 200 000	12 459	452 580 m²

LE RÉSEAU COOP EN QUELQUES CHIFFRES (2005)

- Nombre de sociétaires : 1 907 935
- Chiffre d'affaires TTC : 2 924 200 000 euros

Répartition du CA (par magasins, carburant compris) :

- Hypermarchés : 1 238,4 millions d'euros
- Supers : 668 751,7 millions d'euros
- Magasins de proximité : 224 789,8 millions d'euros
- Discount : 602,8 millions d'euros
- Autres : 189,5 millions d'euros

► Le Groupe Camif, 3^e entreprise française de Vente à Distance

Indicateurs 2006

Chiffre d'affaires : 640 M€ HT

Effectif : 1 745 salariés

Sociétaires : 1,42 million

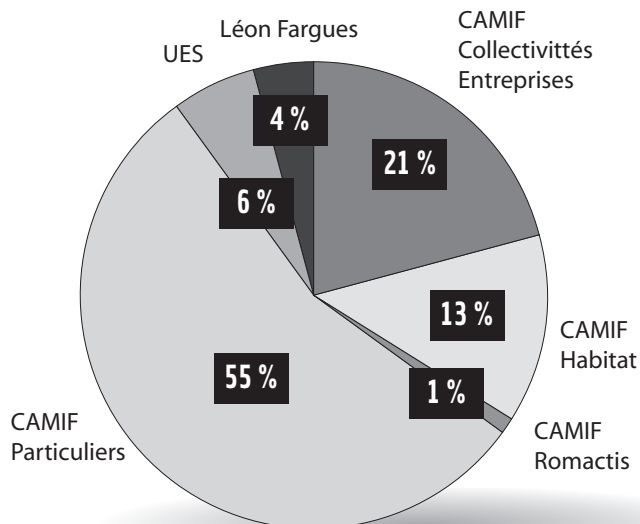
Articles distribués par an : 7,2 millions

Références produits : plus de 190 000

Sources et pour plus d'information :

www.fncc.coop

www.camif.coop



COOPÉRATIVES D'USAGERS

Coopératives d'HLM

Puisant leurs références à la fois dans l'histoire de l'économie sociale et dans celle du mouvement Hlm, les coopératives d'HLM oeuvrent en faveur du logement des personnes modestes, en accession à la propriété comme en locatif social.

Les coopératives d'HLM sont des promoteurs immobiliers sociaux, ancrées localement, soucieuses de vendre des logements neufs à titre de résidence principale de haute qualité au juste prix. La gamme des logements construits est diversifiée : immeubles de logements, maisons en village, maisons individuelles sur mesure.

Depuis plusieurs années, un nombre croissant de coopératives proposent à leurs accédants une sécurisation complète de leur parcours d'accession, basée sur trois engagements : une assurance-revente qui protège l'accédant contre toute décote de son bien en cas de revente forcée dans les dix ans qui suivent son acquisition, un engagement de rachat du logement et un engagement de relogement sous certaines conditions.

Les coopératives d'HLM interviennent également en tant que lotisseurs et commercialisent des terrains à bâtir.

Les coopératives d'HLM peuvent également intervenir en tant qu'aménageur ainsi qu'en tant que prestataire de services pour le compte d'association œuvrant dans le domaine du logement. Dans ce cas, les coopératives d'HLM apportent à ces acteurs toute leur expérience de promoteur et de gestionnaire immobilier à vocation sociale.

LA PRODUCTION DES COOPÉRATIVES D'HLM EN 2006

- 43 196 sociétaires
- 160 coopératives
- 1 000 salariés
- 19 000 logements locatifs gérés
- Progression de 11 % de la production des coopératives d'HLM par rapport à l'exercice 2005 (contre 3 % de 2004 à 2005)
- Augmentation de la production en accession qui franchit la barre des 4 000 logements, forte progression du lotissement (+ 42 % avec 600 lots mis en chantier) mais recul de l'accession en habitat diffus (- 9 %) et de l'activité locative (850 mises en chantier)
- Mise en chantier de 3 055 logements en accession sociale, soit directement (2 013), soit en SCI avec d'autres organismes d'HLM (1 042)
- 1 287 contrats de construction de maisons individuelles mis en chantier
- 851 logements locatifs sociaux lancés
- 615 lots de terrains à bâtir lancés

Classement des 10 coopératives d'HLM les plus grandes sur la base de leur chiffre d'affaires

Nom de la coopérative	Chiffre d'affaires 2005 (KE)	Site internet
COOPERATIVE VENDEENNE DU LOGEMENT	18 201,92	http://www.vendee-logement.fr
MARCOU-HABITAT	16 068,23	http://www.marcou-habitat.fr
LE COL	15 865,72	http://www.le-col.com
LE LOGIS BRETON	13 595,33	http://www.lelogisbreton.com
ARMOR HABITAT	13 425,58	http://www.armor-habitat.fr/intro.htm
LES CASTORS ANGEVINS	12 849,54	http://www.castors-anjou.fr
SAVOISIENNE HABITAT	12 736,55	http://www.savoisienne.com
L'HABITAT DAUPHINOIS	11 679,84	http://www.habitat-dauphinois.com
HABITAT DE L'ILL	11 643,82	
DOMENDI	11 280,93	http://www.maisons-domendi.com

Classement par nombre de logements mis en chantier (année 2006)

Raison sociale	Marque commerciale	Aire de marché	Activité	Nombre total de logements mis en chantier en 2006
LA CHAUMIERE	Expansiel Promotion	Ile-de-France	Accession sociale à la propriété	352
COOPERATIVE VENDEENNE DU LOGEMENT	Maisons d'en France Atlantique	Vendée, Poitou	Construction de maisons individuelles	288
L'HABITATION FAMILIALE		Ile-et-Vilaine	Accession sociale à la propriété	248
L'HABITAT DAUPHINOIS		Drôme-Ardèche	Construction et gestion de logements locatifs, accession sociale à la propriété	190
VITRY COOP HABITATION	Gambetta	Ile-de-France	Accession sociale à la propriété	182
LE TOIT FOREZIEN		Loire	Construction et gestion de logements locatifs	176
PFN		Seine-Maritime	Construction et gestion de logements locatifs, accession sociale à la propriété	166
LE LOGIS BRETON		Finistère, Morbihan	Construction et gestion de logements locatifs, accession sociale à la propriété	155
TERRALIA		Ile-de-France	Accession sociale à la propriété	148
MARCOU-HABITAT		Languedoc-Roussillon	Construction et gestion de logements locatifs, accession sociale à la propriété	145

Source et pour en savoir plus :
FNSCHLM, www.hlm.coop

COOPÉRATIVES D'USAGERS

Le Mouvement coopératif français est riche de sa diversité humaine, économique, sociale, et géographique. La très forte présence de la coopération dans le secteur bancaire, le monde agricole et l'agroalimentaire, la place historique des Scop, le dynamisme des coopératives d'entreprises ne doivent pas masquer que la coopération peut avoir d'autres formes. Parce que la coopération peut se décliner dans toutes les activités humaines, des structures coopératives se sont développées au sein de l'école ou bien encore dans la gestion de syndicats d'immeubles.

Coopératives scolaires

Nées au lendemain de la Première guerre mondiale, les coopératives scolaires sont des « *sociétés d'élèves gérées par eux, avec le concours des maîtres en vue d'activités communes* » (circulaire du 10 février 1948), structures d'éducation à la vie associative. Elles ont pour mission de procurer les moyens nécessaires à l'amélioration du fonctionnement de l'école et de rendre l'enseignement plus actif. Elles visent ainsi à renforcer l'esprit de coopération et d'entraide en amenant les élèves à défendre et à participer à la vie démocratique à travers un projet social, culturel et économique.

LES COOPÉRATIVES SCOLAIRES EN CHIFFRES (2006)

- 102 associations départementales et territoriales adhérentes à l'OCCE
- 200 collaborateurs permanents et des centaines de militants bénévoles
- 49 407 coopératives scolaires de classe ou d'école affiliées aux associations départementales
- 4 424 299 élèves membres des coopératives scolaires
- Chiffre d'affaires du siège fédéral : 3 000 000 euros
- Total des produits de l'OCCE (coopératives scolaires, associations départementales, et siège fédéral : 300 000 000 euros

Sources : rapport 2007 du CSC,
www.occe.coop

Copropriétés coopératives

En France, il n'existe qu'un seul statut juridique pour la gestion des copropriétés : le syndicat de copropriétaires. Il n'est en fait ni une association, ni une société commerciale mais il est doté d'une personnalité juridique spécifique.

Son mode de gestion peut prendre diverses formes.

La gestion peut être assurée par un mandataire professionnel nommé par l'assemblée générale des copropriétaires. C'est le cas le plus fréquent (plus de trois quarts des copropriétés).

Pour le quart restant, il s'agit d'une gestion par les copropriétaires eux-mêmes. Deux modes peuvent être choisis :

- soit un copropriétaire nommé dans les mêmes conditions qu'un professionnel assure la gestion du syndicat avec les mêmes droits et obligations, hormis la rémunération (on parle dans ce cas de syndicat bénévole) ;
- soit le mode de gestion choisi est plus collégial : un conseil syndical élu par l'assemblée des copropriétaires élit en son sein un président qui fait office de syndic (on parle alors de syndicat coopératif de copropriété). Cette gestion collégiale est contrôlée par les censeurs que l'AG a désignés parmi les copropriétaires ou en dehors de ce cercle (expert comptable).

Ces différentes entités juridiques peuvent se regrouper en unions de syndicats ou en unions coopératives pour créer et gérer des services d'intérêt commun.

LES COPROPRIÉTÉS COOPÉRATIVES EN CHIFFRES (2006)

- 80 000 logements en copropriété coopérative
- 1 600 adhérents à l'ANCC
- Plus de 9 000 bénévoles
- 190 M€ de dépenses de gestion et de gros travaux de ses adhérents
- 1 236 syndicats de copropriétés et ASL, 400 syndicats coopératifs

Source : rapport 2007 du CSC,
www.copropriete-cooperative.com

COOPERATIVES DE PRODUCTION

Scop

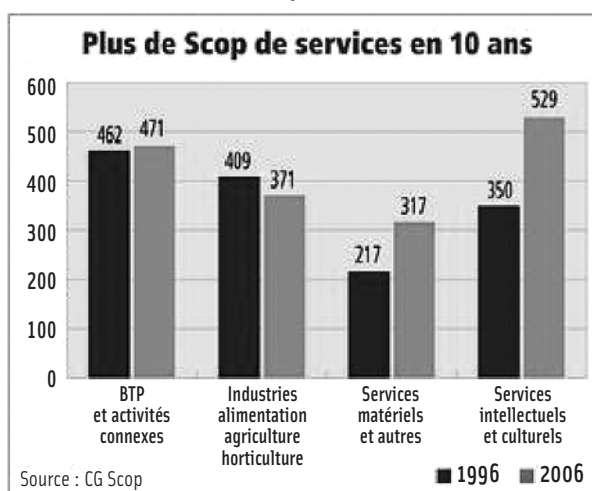
La Scop, ou société coopérative de production, est une entreprise de forme SA ou SARL dont les salariés sont associés majoritaires et vivent un projet commun en mutualisant équitablement les risques et les grandes décisions : désignation des dirigeants, orientations stratégiques, affectation des résultats.

Bilan des Scop en 2006

- 1 688 Scop
- 36 297 salariés (hors filiales)
- 3,1 milliards d'€ de chiffre d'affaires
- 1,4 milliard d'€ de valeur ajoutée
- 138 millions d'€ de résultat avant impôt sur les sociétés
- 74 % des Scop bénéficiaires
- Taille moyenne : 22 personnes
- Taux de sociétariat : 58 % des salariés sont associés
- Taux de sociétariat à plus de 2 ans : 85 %

Historiquement les Scop sont présentes dans les métiers du bâtiment, les travaux publics et de l'imprimerie. Mais c'est dans le secteur des services que les Scop ont le plus progressé, tant en nombre d'entreprises qu'en emplois. Sur l'ensemble des

Évolution des métiers des Scop



services, on compte 279 Scop de plus qu'il y a dix ans, spécialement dans les services intellectuels et culturels (+ 179). La progression est encore plus marquée pour les emplois, puisqu'elle concentre 6 000 des 7 000 emplois gagnés en dix ans. Elle est tout particulièrement marquée dans les services intellectuels et culturels (éducation, formation, conseil, spectacle...), avec des effectifs plus que doublés : de 3 651 emplois en 1996, les Scop de ces métiers rassemblaient fin 2006 plus de 8 000 emplois.

Présentation des 10 premières Scop par leur chiffre d'affaires (2006)

	CA (euros)	Effectif	Présentation
ACOME (www.ame.com.fr)	300 610 681	1 077	Fabrication fils et câbles, tubes, menuiseries PVC, fibre optique.
DISPOSELEC (www.disposelec.com)	121 546 506	125	Grossiste en micro-informatique, télé-hifi-vidéo, électroménager, antennes.
Union technique du bâtiment (UTB, www.utb.fr)	106 719 035	657	Plomberie sanitaire, couverture, étanchéité, génie climatique.
Le chèque déjeuner (www.chaque-dejeuner.fr)	63 707 726	301	Émission de titres-restaurant.
Bouyer Leroux S.E. (www.bouyer-leroux.com)	56 313 506	217	Fabrication de briques creuses en terre cuite. Fabrication de tuiles canal en terre cuite.
Les Maçons parisiens (www.lesmaconsparisiens.com)	48 043 815	172	Bâtiment, gros œuvre et entreprise générale. Entretien, rénovation.
CMEG	42 489 029	164	Entreprise générale de bâtiment, constructions industrielles.
SNA (www.snadisc.fr)	36 116 860	205	Fabrication, duplication de publications sonores, et audio-visuelles, impressions graphiques et galvaniques. Fabrication de disques compacts (show business, publicité)
Hydrokarst (www.hydrokarst.fr)	29 656 687	110	Travaux acrobatiques, subaquatiques et confinés
Le courrier Picard (www.courrier-picard.fr)	28 904 989 ²	248	Quotidien régional d'information, rotative offset.

Source :
CG Scop,
www.scop.coop

SCIC

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) est une nouvelle forme d'entreprise coopérative, créée en 2001, qui

- permet d'associer autour du même projet des acteurs multiples : salariés, bénévoles, usagers, collectivités publiques, entreprises, associations, particuliers, tous types de bénéficiaires et de personnes intéressées à titres divers ;
- produit des biens ou services qui répondent aux besoins collectifs d'un territoire par la meilleure mobilisation possible de ses ressources économiques et sociales ;

- s'inscrit dans une logique de développement local et durable, est ancrée dans un territoire, et favorise l'action de proximité et le maillage des acteurs d'un même bassin d'emploi ;

- présente un intérêt collectif et un caractère d'utilité sociale garanti par sa vocation intrinsèque d'organiser, entre acteurs de tous horizons, une pratique de dialogue, de débat démocratique, de formation à la citoyenneté, de prise de décision collective... et par sa vocation d'organisme à but non lucratif.

Au 30 juin 2007, 97 SCIC étaient en activité.

Présentation des principales Scic en activité

	CA 2005 HT (euros)	Présentation
Atla (www.atla.fr)	1 370 000	L'école ATLA est la première Scic culturelle axée sur le développement des musiques actuelles.
CRI (Centre de Ressources Informatiques) (www.crireze.com www.logicomfrance.com)	1 228 000	Structure associative créée en 1984 et transformée en Scic en juin 2004, le CRI propose des activités de formation professionnelle, de conseil, d'ingénierie et d'accompagnement de demandeurs d'emploi
ADER (www.ader-conseil.com)	1 082 000	Accompagnement au maintien et au développement d'entreprises en milieu rural
Rescoll (www.rescoll.fr)	950 000	Centre technologique, filiale de l'École de Chimie de Bordeaux. Accompagne les PMI dans leurs démarches d'innovation.
Ôkhra (www.okhra.com)	905 000	Conservatoire des ocres et pigments appliqués
WebSourd (www.websourd.org)	680 000	Site Internet permettant à la population sourde d'accéder à la société de l'information ainsi qu'à une plate-forme de services adaptés, dont l'accessibilité en Langue des Signes aux démarches administratives et citoyennes.

Pour en savoir plus :
www.scic.coop

BANQUES COOPERATIVES

C'est à partir de la fin du XIX^e siècle que les grands réseaux coopératifs et mutualistes bancaires ont commencé à se développer en France. Avec 120 établissements en 2006, elles sont structurées autour de quatre réseaux : les Banques Populaires, le Crédit Agricole, le Crédit

Mutuel et les Caisses d'Épargne. Acteurs majeurs de marché bancaire français – avec une part de marché de 60 % de la banque de détail en France –, elles représentent 73 % des agences bancaires avec 20 109 guichets permanents fin 2006 (hors réseau de La Banque postale).

Produit net bancaire des banques coopératives (PNB, Bilan, 2006)

	PNB (2006, millions d'euros)	Bilan (2006, millions d'euros)	Site Internet
Groupe Crédit Agricole	29 200	1 380 700	www.credit-agricole.fr
Groupe Caisse d'Épargne	11 300	539 700	www.caisse-epargne.fr
Crédit Mutuel	10 800	482 676	www.creditmutuel.fr
Groupe Banque Populaire ^a	8 083	305 307	www.banquepopulaire.fr
dont Groupe Crédit Coopératif ^a	308	10 200	www.credit-cooperatif.coop

a. Le Groupe Crédit Coopératif est membre du Groupe Banque Populaire depuis fin janvier 2003

Source : Chiffres Clés 2006 du GNC

Évolution du nombre de salariés

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Groupe Banque Populaire ^a	34 800	36 476	36 476	42 739	43 870	34 994 ^c
Groupe Crédit Coopératif ^b	2 676	2 724	2 724	1 770	1 660	1 742
Groupe Caisse d'Épargne	44 400	44 600	44 600	52 800	55 000	52 000
Groupe Crédit Agricole	89 770	95 500	95 500	134 000	134 000	157 000
Crédit Mutuel ^b	30 450	30 800	30 800	32 820/55 760	33 610/57 000	35 370/58 380

a. Le Groupe Crédit Coopératif est membre du Groupe Banque Populaire depuis fin janvier 2003 et le Crédit maritime précédemment affilié à la Caisse Centrale du Crédit coopératif, est adossé, depuis 2004, au Groupe Banque Populaire.

b. Données CM/données groupe.

c. Hors Natixis et dont le Groupe Crédit Coopératif.

Source : Fédération

► Les sociétaires : clé de la réussite des banques coopératives

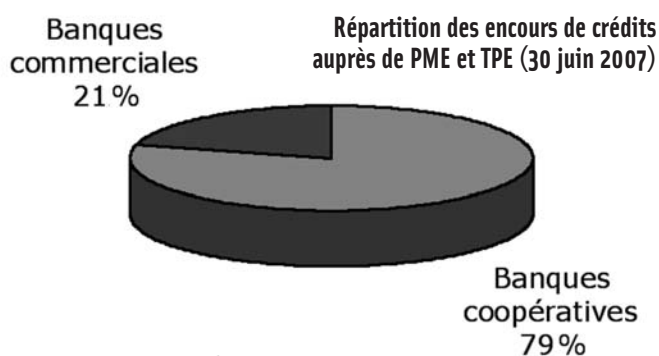
Les banques coopératives ont fait du développement de leur sociétariat un axe majeur de leur politique. Tous les réseaux ont mis en œuvre des

outils pour accroître le nombre de sociétaires et améliorer la participation des coopérateurs et pour nombre d'entre elles, les résultats sont significatifs.

Évolution du nombre de sociétaires (2001-2006)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Groupe Banque Populaire ^a	2 000 000	2 200 000	2 200 000	2 692 000	3 000 000	3 200 000
Groupe Crédit Coopératif ^a	140 000	140 000	140 000	29 960	30 813	31 635
Groupe Caisse d'Épargne	2 100 000	2 700 000	2 700 000	3 100 000	3 100 000	3 400 000
Groupe Crédit Agricole	5 500 000	5 500 000	5 500 000	5 700 000	5 700 000	5 700 000
Crédit Mutuel	5 700 000	5 800 000	5 800 000	6 500 000	6 700 000	6 900 000

a. Le Groupe Crédit Coopératif est membre du Groupe Banque Populaire depuis fin janvier 2003 et le Crédit maritime, précédemment affilié à la Caisse Centrale du Crédit coopératif, est adossé, depuis 2004, au Groupe Banque Populaire. Ces changements expliquent la baisse du nombre de sociétaires pour le Crédit Coopératif en 2004. Contrairement aux autres banques coopératives, les sociétaires du Crédit Coopératif sont exclusivement des personnes morales



Source : *Les Echos*
30/10/2007, banques

► Soutiens aux TPE/PME

Fidèles à leur proximité et à leur ancrage local, les banques coopératives avec près de 80 % des encours de crédits auprès des PME et TPE au 30/06/2007 favorisent le développement d'un véritable tissu d'entreprises et concourent pleinement à leur développement.

> Encours de crédits (au 30/06/2007, en Mds d'euros)

- Banques coopératives 221,8
- Banques commerciales 58

GLOSSAIRE

PNB : Le produit net bancaire est la différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement. Il mesure la contribution spécifique des banques à l'augmentation de la richesse nationale et peut en cela être rapproché de la valeur ajoutée dégagée par les entreprises non financières.

(Source : Wikipédia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Produit_net_bancaire)

Le Groupement national de la coopération

Fondé en 1968, le Groupement national de la coopération travaille pour la promotion et la reconnaissance des formes coopératives comme mode d'entreprendre adapté à l'économie d'aujourd'hui et à ses mutations nationales et internationales. Ses membres sont les organisations nationales représentatives des familles coopératives.

Il a pour mission de :

- promouvoir les coopératives en communiquant sur toute la diversité et la richesse du monde coopératif ;
- offrir un lieu de rencontre aux différents mouvements coopératifs, se faisant le relais de la réflexion menée en son sein ;
- représenter la coopération française, défendre les intérêts communs à ses composantes sur le plan national et international ;
- œuvrer pour que les pouvoirs publics dotent le secteur coopératif des outils juridiques et financiers adéquats et lui ouvrent les opportunités d'activité qu'il est en droit d'attendre.

**Pour en savoir plus
sur les entreprises coopératives
et découvrir leur actualité :**

www.entreprises.coop

**Pour contacter le GNC
et commander des exemplaires
de cette brochure :**

gnc@entreprises.coop

Tél. 01 42 93 59 59

24 rue du Rocher 75008 Paris

INFOS

SOMMAIRE

LE GNC REGROUPE

- l'Association Nationale de la Copropriété et des Copropriétaires (ANCC), www.copropriete-cooperative.com
- la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP), www.banquepopulaire.fr
- le Groupe Crédit Coopératif, www.credit-cooperatif.coop
- le Groupe Caisse d'Épargne, www.caisse-epargne.fr
- le Comité de Coordination des Œuvres Mutualistes et Coopératives de l'Éducation Nationale (CCOMCEN), www.ccomcen.org
- la Confédération Générale des Sociétés Coopératives de Production (CG Scop), www.scop.coop
- la Confédération de la Coopération, de la Mutualité et du Crédit Maritimes (CMCM), www.cmcm.org
- la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (CNCM), www.creditmutuel.com
- la Confédération Nationale de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles (CNMCCA),
- La Fédération des enseignes du Commerce Associé (FCA), www.commerce-associe.fr
- la Fédération Française des Coopératives et Groupements d'Artisans (FFCGA), www.ffcga.coop
- la Fédération Nationale des Coopératives de Consommateurs (FNCC), www.fncc.coop
- la Fédération Nationale des Sociétés Coopératives d'HLM (FNSCHLM), www.hlm.coop
- l'Office Central de la Coopération à l'École (OCCE), www.occe.coop
- la Fédération Nationale des Coopératives et Groupements du Transport (Unicooptrans), www.unicooptrans.fr

Les coopératives, des entreprises de proximité aux vastes territoires	3
Le mouvement coopératif en France en quelques chiffres	4
Les coopératives d'entreprises	
Coopératives agricoles	5
Coopératives d'artisans	6
Coopératives d'entreprises de transport	8
Coopératives de commerçants détaillants	9
Coopératives maritimes	10
Les coopératives d'usagers	
Coopératives de consommateurs	11
Coopératives d'HLM	12
Coopératives scolaires	14
Copropriétés coopératives	14
Les coopératives de production	
Scop	15
Les coopératives multi-sociétaires	
Scic	16
Les banques coopératives	17
Le Groupement national de la coopération	19

